

**MOTION DES ENSEIGNANTS DU COLLEGE A. DE LAMARTINE CONTRE LA REFORME DU COLLEGE
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 08 FEVRIER 2024**

Nous, enseignants du collège Alphonse de Lamartine, **dénonçons et rejetons** la réforme dite du « choc des savoirs » annoncée par Monsieur Attal en sa qualité ultérieure de Ministre de l'Éducation Nationale et reprise aujourd'hui par Madame Oudéa-Castéra, actuelle Ministre de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse, des Sports et des Jeux Olympiques (sic).

Cette énième réforme, - la précédente qui date de 2023-24 est déjà abrogée sans même avoir été évaluée - , prévoit notamment des groupes de niveau (appelés « groupes de progrès » par Madame la Ministre) d'abord en 6^{ème}-5^{ème} puis, l'année suivante, pour toutes les divisions.

Ces groupes, prévus en mathématiques et en français, ne vont pas dans le sens de l'intérêt général de notre nation ni ne respectent les principes républicains d'égalité et d'inclusion. Ils vont à l'encontre de toute la recherche scientifique française et internationale des dernières années car ils entérinent un système élitiste où le tri scolaire et social devient une norme profondément inique que nous condamnons ardemment.

Nous défendons :

- **un collège où personne n'est marginalisé,**
- **un collège qui lutte contre la ségrégation et contre les inégalités sociales,**
- **un collège qui émancipe chacune et chacun,**
- **un collège qui favorise le bien-être de toutes et de tous.**

Enfermer des élèves en difficulté scolaire dans des groupes ne peut générer qu'un mal-être profond et durable. L'appartenance à tel ou tel groupe retentit sur le processus de l'identité personnelle et sociale de l'élève, ce qui a forcément des conséquences sur son implication dans les apprentissages et dans l'estime de soi.

Là où il faut agir, c'est sur les effectifs des classes, a contrario de ce qui se pratique actuellement dans nombre d'établissements scolaires : sous couvert de la baisse démographique avérée à Paris, des classes sont fermées. Pour rejoindre les moyennes de l'OCDE et accompagner de façon encore plus individualisée les élèves, il faut non pas fermer ces classes mais les laisser ouvertes et en réduire les effectifs.

La mise en place de cette réforme témoigne en outre et une nouvelle fois d'un profond mépris à l'égard des enseignant.e.s et d'une absence de reconnaissance de leur travail face aux élèves. Alors que nous, professionnels, les évaluons après les avoir entraînés, nos évaluations n'ont aucune valeur aux yeux des technocrates puisqu'ils préfèrent baser leurs préconisations sur les évaluations nationales. Ces mêmes évaluations sont parfaitement hors-sol : leur contenu est créé en décorrélation de la progression pédagogique pour obtenir des résultats qui n'ont pour seul but que d'obtenir des chiffres auxquels ils feront dire ce qui servira leur logique avant tout budgétaire.

Sur le plan pédagogique, la mise en place de cette réforme sonne le glas des projets de classes puisqu'elles seront désarticulées par les groupes. Les professeurs de mathématiques et de français ne pourront plus assurer le suivi personnalisé des élèves en tant que professeurs principaux puisqu'ils n'auront plus de classes entières.

En termes d'heures allouées, les moyens à notre disposition ne permettent pas toujours de financer les groupes de niveau. **Si cela doit voir le jour, ce sera au détriment des ½ groupes existants (notamment en Hist.-Géo.) et des disciplines à petits effectifs (l'allemand, par exemple).** L'égalité des chances et l'offre pédagogique ambitieuse de notre établissement seront mises à mal.

Concrètement, la mise en place des groupes de niveau relève **d'un casse-tête en termes d'emploi du temps** et va engendrer une nette dégradation des conditions d'études des élèves, des conditions de travail des enseignant.e.s et donc du bien-être de toutes et de tous. S'ajoute à ces dégradations l'impossibilité physique dans notre établissement comme dans de nombreux autres d'attribuer des salles alors que nous sommes déjà exsangues.

Nous tenons également à marquer notre profonde inquiétude quant à l'expérimentation de la « **tenue unique** » qui ne règlera pas les problèmes de harcèlement (les pays anglo-saxons sont-ils protégés de ce fléau ?). **Ce n'est pas en masquant les inégalités qu'on les efface.** Notre jeunesse ne peut être le jouet de gesticulations électoralistes. La reconstitution d'un vivier de professeur et notamment de professeur remplaçants par une formation adéquate et une réelle revalorisation financière est un objectif bien plus crucial pour l'avenir de notre nation.

Nous dénonçons par ailleurs le vocabulaire belliciste et réactionnaire de nos dirigeants (« réarmement civique » de notre jeunesse, dernière expression sur X de notre Ministre) qui ne correspond pas aux valeurs de la République : Liberté, Égalité, Fraternité, Laïcité, fondement des savoirs que nous transmettons chaque jour.

Ainsi, forts du Code de l'Éducation et de son article R. 421-2 qui précise que « l'organisation en classes et en groupes d'élèves ainsi que les modalités de répartition des élèves » relèvent de la seule compétence de l'établissement scolaire et par voie de conséquence de son conseil d'administration, nous refuserons de mettre en œuvre les groupes de niveaux à la rentrée 2024.